



**PRÉFET  
DE VAUCLUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de  
la protection des populations**

**Service Prévention des Risques Techniques**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
à l'encontre de la société MÉTAUX PICAUD  
pour son installation située sur la commune de Le Pontet (84 130)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'environnement notamment son article L. 171-8 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014142-0009 du 22 mai 2014 autorisant la société MÉTAUX PICAUD à exploiter un centre de récupération et de traitement des métaux ferreux et non ferreux et de déchets non dangereux situé sur la commune de LE PONTET ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 avril 2017 autorisant la société MÉTAUX PICAUD à exploiter une installation de transit et de regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques et de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses située sur le territoire de la commune de LE PONTET ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 18 décembre 2025, transmis à l'exploitant par courrier du même jour en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du 06 janvier 2026 ;
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant suite à la transmission susmentionnée ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 sus-visé prescrit, dans son article 4-III, que « *l'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site* » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 27 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le registre de déclaration de l'exploitant est commun à ses deux sites (sur les communes de Sorgues et du Pontet) et a laissé à l'exploitant un délai de 3 mois pour faire le nécessaire pour réaliser un suivi plus précis de ses stocks afin de connaître au jour le jour les tonnes de matériaux présentes sur chacun de ses sites ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 21 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que bien que le registre de suivi soit maintenant individualisé pour chacun de ses sites, il reste encore comme variable l'incertitude de l'état zéro des stocks, ce qui empêche d'être certain des tonnages réellement présents sur site à un instant donné ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 sus-visé prescrit, dans son article 11-III, que « *Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement* » ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014142-0009 du 22 mai 2014 prescrit, dans son article 8.2.2.2, que « *Les métaux ou déchets de métaux doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.)* » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 21 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les métaux ou déchets de métaux ne sont pas stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution des sols. Les eaux pluviales tombant sur les tas s'infiltrant directement dans les sols car ces zones ne sont pas étanches ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 11-III de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 ainsi qu'aux dispositions de l'article 8.2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2014 ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions susmentionnées ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société MÉTAUX PICAUD exploitant une installation de transit et de regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques et de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses située sur le territoire de la commune de LE PONTET, est mise en demeure de :

- **sous un délai de 3 mois :**
  - faire réaliser par un géomètre expert une estimation volumétrique de tous ses stocks (dans le bâtiment, en extérieur et sous les auvents) ;
  - transmettre à l'inspection un plan récapitulatif avec en légende sur chaque zone la surface et le volume métré par le géomètre expert, avec une estimation du tonnage associé ;
- **sous un délai de 9 mois :**
  - Procéder aux travaux et aménagement nécessaires afin de respecter la prescription de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 suivante : « *Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement* ».

Ces délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exploitant.

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.



Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

#### ARTICLE 4

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

#### ARTICLE 5

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Le Pontet, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 09 FEV. 2026

Pour le préfet,  
La secrétaire générale

Sabine ROUSSELY